

Première partie

LA GLOBALISATION

# L'ECONOMIE DE MARCHE ET LE CAPITALISME

## Une machine à bien-être pour une minorité heureuse

Les gens fortunés, qui vivent essentiellement dans le monde riche, peuvent s'estimer heureux. En ce qui les concerne, de nombreux rêves sont déjà réalisés. Ainsi, le plus souvent, nous vivons bien en France et en Belgique, la nourriture abonde et nous n'avons quasiment pas de manques matériels. Nous cueillons avec plaisir, avec avidité même, les fruits d'une économie capitaliste mondiale qui réussit à créer de nombreux biens et services. A première vue, nous n'avons aucune raison de déplorer que notre économie se joue de plus en plus à l'échelle mondiale et qu'elle évolue de plus en plus librement.

Cette économie mondiale a ses propres organisations, ses atouts et ses grandes fêtes. Nous pensons ici au FMI (Fonds Monétaire International), à la Banque Mondiale, à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), aux rencontres au sommet et réunions annuelles de Seattle, Prague, Washington, Paris, Gênes ou Bruxelles, au Forum Economique Mondial qui se déroule dans la très mondaine localité de Davos. C'est dans ces lieux que, depuis quelques décennies, l'économie mondiale reçoit ses vêtements néolibéraux. On attend monts et merveilles du libre marché et de l'échange illimité des marchandises et du capital. Pourvu qu'il n'y ait pas trop de règles.

### *Les bienfaits du libre marché*

Nous devons le reconnaître : les partisans de l'économie mondiale actuelle ne manquent pas d'arguments. La création de bien-être a fortement augmenté. Dans les pays riches et surtout industrialisés, la production des biens et des services a considérablement augmenté en quelques siècles. Cet essor continue à se manifester. Il n'y a pas que la multiplication des quantités. Le modèle économique dominant parvient à convertir régulièrement les découvertes technologiques et scientifiques en produits nouveaux et meilleurs, tous plus utiles les uns que les autres.

Quel que soit le point de vue qu'on adopte, la libre concurrence dans un libre marché donne souvent des produits de meilleure qualité qui sont fabriqués de la manière la plus avantageuse ; techniquement parlant, on dira que l'allocation ou l'attribution des facteurs de production que sont le travail, les matières premières, le capital et les connaissances se fait de la manière la plus efficace, et que le consommateur ne paie pas trop. Ce sont des avantages réels dont l'humanité a tout lieu de se féliciter. Personnellement, je profite avec plaisir de l'économie mondiale globalisée parce que je peux choisir une voiture japonaise plus sûre.

Dans les pays riches, avec un peu de volonté et un combat politique sans faiblesse, on parvient également à répartir de façon relativement équilibrée le bien-être créé parmi la population. Il est frappant de constater à quel point les différences de revenus entre gens pauvres et gens riches sont relativement réduites dans les économies de marché qui bénéficient de correctifs sociaux. De nouveaux pays industrialisés comme Singapour, Hong-Kong et la Thaïlande ne font certes pas partie des états aux plus faibles écarts de revenus, mais leurs prestations économiques ne sont pas plus mauvaises que la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis. La Corée du Sud fait même nettement mieux.

Dans les riches économies de marché, les gens sont devenus beaucoup plus prospères au cours du siècle passé, ils vivent plus longtemps et en meilleure santé et ils reçoivent une meilleure éducation. Ils doivent beaucoup moins travailler qu'il y a cent ans tout en étant libérés dans une large mesure des soucis matériels : de la nourriture en suffisance, un toit convenable, des transports, tout cela est à la portée de la majorité. Si nombre d'entre eux estiment connaître encore des difficultés matérielles, c'est plus en raison du matérialisme ambiant que de réels besoins.

Quoiqu'ils ne soient pas seulement liés aux prestations économiques – mais également et plus souvent à un combat politique et social impitoyable – nous ne pouvons pas fermer les yeux sur d'autres avantages ou bienfaits : les habitants de ces pays peuvent souvent compter sur une sécurité sociale développée, ils vivent le plus souvent dans un système démocratique, n'ont plus connu de guerre depuis plus d'un demi-siècle, jouissent de quantités de droits et de toutes sortes d'acquis.

Même si cela ne se lit pas toujours sur leurs visages, ces gens peuvent être satisfaits de leur situation, en tout cas de leur situation matérielle. Pour eux, le capitalisme global est une réussite.

# LA GLOBALISATION

## Une vieille connaissance, le capitalisme

La satisfaction suscitée par les mérites de nos économies de marché est, pour leurs défenseurs, plus que justifiée. Toutefois, un regard un peu plus distancié nous force à corriger cette attitude. Cette satisfaction n'est que partiellement justifiée. Car quels que soient les mérites du capitalisme ou de l'économie de marché unanimement salués, la réussite n'est pas totale. Elle présente un revers qui n'est pas spécialement agréable.

Pour explorer de manière sensée ce revers, il faut remonter loin dans le passé, en tout cas beaucoup plus loin qu'on en a l'habitude actuellement quand le passé ne va pas plus loin que la conscience de soi et que l'avenir est encore étonnamment plus court.

### *500 ans de globalisation*

Ce qu'on appelle aujourd'hui « globalisation économique » est le résultat d'un long processus d'au moins 500 ans. Il y a plus de 500 ans déjà que les économies des quatre coins du monde ont commencé à tisser des liens mutuels. Il en est ainsi depuis que les pays européens se sont répandus sur les mers et ont exporté dans un nombre croissant de régions leur système capitaliste, une expansion systématiquement stimulée par le progrès technique. C'est alors qu'a débuté la globalisation économique.

Cette expression dissimule toutefois qu'il s'agit d'un système économique de gagnants et de perdants. Ce sont manifestement les économies occidentales ou nordiques qui dominent les autres. Les économies pauvres sont vulnérables et dépendantes. En termes plus justes, ce sont les grands groupes industriels, financiers et commerciaux du nord qui mènent perpétuellement le jeu dans ce système.

Il ne faut surtout pas sous-estimer le rôle des états dans le développement du capitalisme. L'intervention des états nationaux peut fortement stimuler ce système ou quasiment le bloquer, et elle fait bien la différence. Tout le monde comprend facilement qu'une économie de marché qui s'accorde avec le capitalisme se développe plus vite dans les pays qui laissent leurs habitants entreprendre librement et négocier des biens et des services. L'Europe occidentale et l'Amérique du Nord furent les premiers dans cette compétition.

Autrement dit, l'Occident ou le Nord se sont développés pour devenir une force économique, militaire, politique et même culturelle dominante. Le revers de ce développement occidental est le sous-développement du reste du monde, le Sud. Ce sous-développement ne doit donc pas être considéré comme une sorte de donnée naturelle. On parle également d'un rapport du centre avec sa périphérie. Dans sa forme la plus simple, l'Occident ou le Nord est le centre qui domine et le Sud est la périphérie qui doit danser au rythme de ce centre. Il est quasiment impossible d'échapper à cette emprise économique. La raison principale en est que les pays du sud sont le plus souvent intégrés de diverses manières dans le système économique global.

*Une machine de bien-être aux côtés tranchants : des lacunes grandissantes*

Ceux qui connaissent l'histoire et sont prêts à regarder les choses du point de vue mondial réalisent vite que cette économie de libre échange de plus en plus globale n'est pas qu'une réussite. Il y a des déficits qui continuent de croître : sociaux, écologiques, démocratiques, culturels. De plus en plus de gens franchissent les limites de la misère, ils n'ont pas de travail, pas de terre, pas de revenus. Dans presque tous les pays, la richesse est répartie de façon plus inégale qu'il y a dix ans. Les ravages écologiques qui frappent la planète sont immenses, la destruction de notre écosystème handicape même les possibilités des générations futures de créer de la prospérité. De nombreuses sociétés et populations subissent des dommages quasiment irréparables. Ce ne sont pas seulement leurs économies qui sont ruinées, mais aussi leurs structures sociales et leur culture. Les décisions prises par les multinationales, quelques pays économiquement puissants et des organisations internationales le sont bien souvent dans le secret et très peu démocratiques.

Le néolibéralisme des dernières décennies a fortement intensifié la liberté d'entreprendre et la libre circulation des capitaux. Avec la troisième révolution industrielle, caractérisée et soutenue par la « révolution informatique », nous connaissons depuis la fin du deuxième millénaire une nouvelle fièvre globalisante, avec notamment une croissance spectaculaire des activités des marchés financiers libéralisés. Cette globalisation renforcée suscite un développement du commerce mondial et des économies les plus productives, des phénomènes qui se manifestent toutefois essentiellement entre et dans les anciens et nouveaux pays industrialisés. Mais cette vague de globalisation n'apporte pas que des bienfaits. Ainsi, l'écart des revenus entre riches et pauvres n'a jamais été aussi grand et nous n'avons jamais altéré plus violemment la richesse écologique de la terre.

### *L'homme au service de l'économie*

Vous connaissez maintenant mon analyse de la « globalisation économique », un point de vue qui recoupe à maints égards ou même correspond quasiment à la vision d'autres personnes. Ceux qui lisent ce livre peuvent et doivent savoir ce que je pense personnellement de cette globalisation. Nombreux sont ceux qui – comme moi – craignent que nous embrassions de plus en plus un système économique global qui n'est plus au service de l'homme mais où c'est ce dernier qui est au service de l'économie. Pour ceux qui n'y verraient qu'un slogan : il n'est pas exagéré de prétendre qu'avec cette économie, nous nous retrouvons dans un monde où le bien-être produit est réparti de façon de plus en plus inégale, où les droits de l'homme sont négligés et où l'on ne respecte pas l'environnement. On risque ainsi de ne pas parvenir à réaliser le développement durable, cette notion rabâchée qui, hélas, demeure bien souvent lettre morte.

Si cette analyse paraît juste, je suis convaincu que nous devons chercher à savoir comment nous pouvons remettre l'économie au service de l'homme et que nous avons le devoir de réaliser cette ambition. Cette conviction m'a conduit à Porto Alegre. Je voulais étudier les défauts du modèle économique occidental, ce qui va de travers dans la forme actuelle de la globalisation et sur quels arguments repose la critique qu'on en fait.

## LES ASPECTS TRANCHANTS DE L'ACTUELLE GLOBALISATION

Il est plus que temps d'écouter les voix et les témoignages du premier Forum Social Mondial. Qu'ont-ils dit de la globalisation ? A la lecture des chapitres suivants, vous penserez peut-être que nous passons du coq à l'âne. Dans un certain sens, c'est normal et inévitable, car la globalisation est ainsi. Sa dynamique se traduit par des interventions diverses et simultanées dans toutes sortes d'activités humaines à différents endroits de la planète.

Il est toujours plus simple de commencer par des exemples concrets : que provoque la globalisation dans la pratique ? Beaucoup de choses, à ce qu'il semble.

*Que nous enseigne le terrain ?*

Nous commençons dans le pays voisin, l'Uruguay, à quelques centaines de kilomètres d'ici, et nous écoutons Karin Nansen de la section uruguayenne du mouvement écologique « Friends of the Earth ». Ce n'est pas sans peine qu'on a trouvé pour ce forum une représentante des défenseurs de l'environnement, car on ne peut pas dire que les écologistes sont massivement présents. Mais nous la laissons avec plaisir essayer les plâtres : « L'Uruguay était un pays agricole : plus de 80% de la superficie se prête à l'agriculture. Mais nous avons dû assister à la manière dont l'agriculture a été détruite par la liberté intégrale du marché et par la promotion de nouveaux investissements dont on disait qu'ils seraient économiquement favorables à notre pays. Mais nous n'avons rien vu de tel. Nous constatons que les agriculteurs doivent quitter leurs fermes parce qu'elles ne sont plus rentables, ils ne peuvent pas faire concurrence aux prix des produits importés. Ce sont des prix très bas, c'est du dumping. Ils doivent donc abandonner leurs fermes au lieu de s'occuper de l'approvisionnement alimentaire de notre pays. Il n'y a pas de souveraineté alimentaire. Nous aimerions qu'ils nourrissent le pays de manière durable. En lieu et place, on voit des plantations d'eucalyptus parce que, dans ce domaine, nous serions concurrentiels. Cela s'appelle un avantage comparatif et des entreprises de différents pays viennent investir dans la terre pour y planter des eucalyptus destinés au marché international.

Mais pour les gens de notre pays, ce n'est pas du tout mieux parce que nous détruisons notre écosystème avec ce type de monoculture. Le cycle de l'eau est perturbé et le sol est affecté. Nous avons l'intention d'étudier ce phénomène de façon plus intense. La communauté paysanne, qui a une grande importance culturelle dans notre pays, est anéantie. Elle est très précieuse et nous sommes en train de la perdre. De nos jours, dans les propriétés terriennes, seuls quelques hommes gagnent encore leur vie comme travailleur de la terre, ou alors les femmes ont de très mauvaises conditions de travail, ou bien elles sont sans emploi. La vie à la campagne a donc complètement changé. Même les écoles y sont fermées, car il y a aussi une réforme dans l'enseignement. On part du point de vue que cela n'a plus de sens d'établir des écoles dans les zones rurales parce que nous ne serons plus un pays agricole. Donc, ils ferment également les écoles rurales. Nous avons affaire ici à une toute nouvelle approche de ce qu'on appelle le développement. Mais pour nous, ce n'est pas du tout la bonne approche, ni pour les gens, ni pour l'environnement ».

Karin Nansen souligne que cela n'est qu'une des conséquences de la globalisation pour un pays spécifique. C'est un exemple très convaincant. Mais de tels exemples sont légion. Comme l'histoire que racontent Naranga Pujari et Urmila Patidar, deux femmes indiennes que

nous rencontrons dans le hall central où fourmillent les participantes au forum qui essaient à partir d'ici dans de nombreux groupes de travail.

Naranga Pujari vient de l'état d'Orissa, une région où vivent des populations dites indigènes. Ici aussi, la vie de ces populations d'origine – habitants de la forêt vierge, chasseurs, agriculteurs errants ou nomades – est menacée par la progression de l'économie occidentale et l'ascension des états nationaux. Il n'y a vraiment plus de place pour eux, ni en Asie, ni en Amérique, ni au Sahel, ni en Europe depuis longtemps.

En Orissa, ils ont développé un réseau de populations indigènes qui luttent contre la globalisation : « L'économie globale a de lourdes conséquences pour nous et nous nous y opposons. Nos terres, nos forêts et nos réserves d'eau sont accaparées et exploitées commercialement, et nous ne voyons rien des récoltes. Pire, nous ne pouvons même pas rester, nous sommes « déplacés », ce qui veut dire que nous devons ficher le camp.

Les femmes ont la vie particulièrement dure. Leur problème majeur est la perte des ressources naturelles. Car l'appropriation, la vente et la privatisation de la terre, de l'eau et des forêts rendent la vie des femmes bien plus dure. Elles n'ont plus de bois de feu, elles ne peuvent plus profiter des fruits de la forêt dont elles vivaient. Car leur vie traditionnelle était très proche de la nature. La qualité de l'environnement est essentielle à leur mode de vie. Si on la leur enlève, elles n'ont plus de moyen d'existence. Si elles sont déplacées ou chassées, elles doivent chercher un travail rémunéré. Mais comme elles n'ont pas de compétence professionnelle, elles deviennent journalières, elles tombent sous la coupe de marchands de main d'œuvre ou se retrouvent dans une sorte d'esclavage. Dans cette économie en pleine évolution, il arrive souvent que les hommes eux-mêmes ne trouvent pas de travail. L'alcoolisme sévit donc chez nous, et la violence contre les femmes augmente. Quand il y a plus d'un ou de deux enfants, les hommes se tirent généralement. La globalisation rend la vie des femmes très difficile sur les plans social, économique et psychologique ».

Urmila Patidar vient d'une toute autre partie de l'Inde. Elle participe à la campagne Narmada, un combat qui dure depuis des années contre la construction de grands barrages sur la rivière Narmada. Elle nous fait le sempiternel récit déplorable des barrages géants. Des gens extrêmement pauvres sont forcés de fuir et perdent ainsi leur maigre terre et leurs biens, leur moyen d'existence, leur culture, bref quasiment tout. La vase fertile ne s'écoule plus, le barrage se remplit de décombres et de boue et risque vite d'être inutilisable. Les conséquences écologiques en sont toujours lourdes, toujours sous-estimées. Le rendement de ces ouvrages, par contre, est toujours surestimé.

Patidar expose crûment comment la globalisation s'impose à eux : « La construction des grands barrages est étroitement liée à la globalisation économique. Car de grandes institutions financières comme la Banque Mondiale financent des barrages géants dans l'idée qu'ils sont la seule manière de produire de l'énergie ». Elle établit tout de suite la relation avec l'écart croissant des revenus qui caractérise notre monde : « Il est clair que les grands barrages ne contribuent pas au développement des gens simples, mais bien à la prospérité de ceux qui sont déjà riches, des responsables politiques qui accordent les contrats et de ceux qui peuvent les décrocher. Ils suscitent une plus grande concentration de richesses – naturelles et économiques – aux mains d'une poignée de personnes. C'est à cela que nous nous opposons ».

C'est vrai, cette approche mène à la formation de monopoles dans le domaine de l'approvisionnement énergétique. Quand cela va de pair avec la privatisation de grands groupes d'énergie, il est clair que les résultats vont dans la poche d'une minorité et sûrement pas dans celle des gens qui doivent fuir devant ces mastodontes inappropriés. Le monde continue toutefois à construire avec rage des barrages géants, même si l'alternative des petits barrages est plus productive, moins chère, plus sûre, écologiquement plus responsable et plus sociale. Car leurs avantages sont beaucoup mieux répartis et plus démocratiques, c'est-à-dire qu'ils concernent nettement plus la population.

### *Un mouvement local et global*

Par leur présence à Porto Alegre, des personnes comme Urmila Patidar, Naranga Pujari et Karin Nansen ont éclairé un autre aspect des choses. Elles sont très actives dans des mouvements locaux mais comprennent diablement bien comment la globalisation peut les affecter au niveau local. Leurs récits le montrent clairement. C'est pourquoi elles ont décidé de participer au Forum Social Mondial et de s'impliquer dans un mouvement mondial. En d'autres mots, elles illustrent le fait que le mouvement antiglobalisation est un mouvement à la fois local, international et social, et qu'en ce sens, il a déjà réalisé une synthèse. C'est aussi pour cette raison que des gens venus des quatre coins du monde se retrouvent ici.

Dans ses conséquences, la globalisation ne se limite pas au niveau local, mais est même extrêmement dommageable pour des centaines de millions de personnes. C'est ce que nous explique Marcel Mazoyer, qui est à la fois un professeur respecté et pénétrant de l'Institut Français pour l'Agriculture et un activiste, ce qui en fait un mélange attrayant qui semble, hélas, moins répandu qu'autrefois :

« La libération radicale des marchés mondiaux est telle que nous assistons dans l'agriculture comme ailleurs à une détermination internationale des prix qui s'impose dans tous les pays. En moins de 50 ans, le prix des céréales a été ramené à un tiers de ce qu'il était, certaines sortes ont même subi une réduction plus forte. Savez-vous qu'un pauvre agriculteur n'a que 500 kilos de céréales par an pour vivre, c'est trop peu pour une famille de cinq personnes, c'est la famine ».

La conclusion est limpide et terriblement dure : plus nous faisons baisser les prix de l'agriculture sur le marché libre, plus nous provoquons la faim, plus nous faisons des morts.

La globalisation nous réserve d'autres surprises, comme le montrent les propos – quelque peu ironiques – du leader syndical indonésien, Muchtar Pakpahan : « Sur le plan théorique, la globalisation est peut-être impeccable, mais prenez mon pays. L'Indonésie a 157 milliards de dette extérieure et le pays manque d'argent. Tout l'argent se trouve à l'étranger, à Singapour, Hong-Kong, en Amérique, en Suisse, etc. C'est ce que je nomme une mauvaise application pratique de la globalisation ».

L'exemple que cite Christophe Kraemer du mouvement allemand pour la paix en étonne peut-être beaucoup, pour d'autres, il mérite sûrement d'être discuté. Il faut remarquer à ce sujet que les représentants du mouvement pacifiste étaient trop clairsemés à Porto Alegre : « Dans le nord, nous nous demandons d'où est venue cette épidémie de conflits ethniques des années quatre-vingt-dix. Et nous avons tendance à penser que, dans le sud, on est moins développé que nous. Ils se tapent dessus, ils n'ont pas encore compris. Et nous regardons l'ancienne Yougoslavie. Mais non, ce pays a été touché par les mêmes mécanismes, il s'est enfoncé dans

les dettes via les institutions financières internationales, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Ce phénomène a commencé à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt. Ce piège n'a cessé de se refermer, l'oxygène n'a cessé de s'échapper de l'économie yougoslave. L'effondrement yougoslave a donc aussi été causé par une dette excessive et une privatisation forcée de l'économie qui a perturbé l'infrastructure sociale existante. Le droit à l'enseignement ou à la formation et à l'alphabétisation rétrograde. La sécurité sociale existante, basée sur le droit des gens à bénéficier de soins de santé, périclité. Bien sûr, il y a eu de la violence dans ce pays, mais c'était exceptionnel. L'effondrement économique de ce pays a ranimé les conflits latents et il en est résulté la guerre que nous avons vue. Voilà ce qui nous attend si nous ne nous attaquons pas aux problèmes fondamentaux : la yougoslavisation du monde ».

Ce raisonnement vaut ce qu'il vaut. Il possède un fond de vérité, mais il est tout sauf irréfutable, sûrement pas pour la Yougoslavie. Bien avant que la globalisation ne dirige ses tentacules vers les Balkans, cette région était déjà ravagée par les conflits et une violence persistante.

Il y a un autre effet de la globalisation qui n'est pas nouveau et qui paraîtra familier à beaucoup de lecteurs. Le syndicaliste ghanéen Claude Akpokavie tient cependant à le commenter : « L'un des problèmes de la globalisation est qu'elle conduit à un abaissement des normes sociales et à de nombreuses atteintes aux droits syndicaux dans le monde. La globalisation a suscité, par exemple, la formation de nombreuses zones pour la production à l'exportation en Afrique, en Asie, en Amérique Latine, dans des pays comme le Honduras. Dans ces entreprises, les travailleurs ne peuvent pas fonder de syndicats, ils sont maltraités et leurs droits sont souvent malmenés. Tel est le problème de la globalisation ».

Avoir un travail n'est donc pas toujours une plaisanterie, j'ai pu le constater naguère lorsque j'ai filmé dans une de ces zones à l'exportation, non loin de la ville de San Pedro Sula, au Honduras. Les ouvrières de ces « maquilas » honduriennes, des usines qui ne paient pas d'impôts, m'ont parlé des nombreux problèmes qu'elles rencontrent pendant et après le travail. Ces femmes, jeunes pour la plupart, sont mal payées, font des heures supplémentaires non payées, sont victimes de toutes sortes d'abus et toute action syndicale est bien souvent impossible. Et au-delà des portes de l'usine, les attendent des hommes sans travail, l'alcoolisme, le vol, la violence, la prostitution et des enfants abandonnés.

Et pourtant, il nous faut bien constater que ces jeunes femmes, qui sont souvent des jeunes filles, préfèrent de loin cette vie à la misère de la campagne. Leur situation leur fait voir des avantages solides à l'industrialisation qui va de pair avec cette globalisation. Le mouvement antiglobalisation devra au moins chercher une explication et peut-être proposer des alternatives. Mais il ne suffira sûrement pas de condamner et refuser simplement ce phénomène, ce serait trop facile.

Passons à une autre expression de la dynamique de la globalisation : ceux qui s'imaginent que les conséquences de la technologie génétique ne dépassent pas de beaucoup le cadre de l'économie ont intérêt à soumettre cette opinion à la critique. Le premier jour de ce grand rassemblement, nous entamons une conversation avec l'Indien Vincent Monohatan de l'organisation de défense des droits de l'homme, People's Education for Action and Liberation, durant la pause de midi, sous le vif soleil de janvier de Porto Alegre. Il ne s'oppose pas à cette science, mais ses avertissements sont on ne peut plus clairs : « Ces OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) arrivent beaucoup trop vite et ils détruisent

culturellement la société. Nous ne parlons pas seulement de l'économie, il s'agit de la survie économique et culturelle des gens. Ce problème est essentiel. De nombreux agriculteurs sont analphabètes et ne peuvent pas comprendre le mot « génétique », qui est trop éloigné de leurs conceptions. Cet apport soudain détruit la vie normale, menace le niveau de vie et perturbe le mode de vie des gens, il disloque leurs relations mutuelles et affecte le caractère culturel de la communauté. C'est à cela que nous nous opposons, pas à la science proprement dite. Mais la manière dont elle est mise à la portée des gens et dont elle essaie de détruire notre culture et d'imposer une autre culture. Là, nous sommes résolument contre ».

Ce que les paysans d'Inde et de nombreux autres pays redoutent à juste titre, c'est que leur dépendance par rapport aux entreprises multinationales ne fasse qu'augmenter. Car les entreprises qui vendent en gros des semences, des engrais et des pesticides sont celles-là même qui ont opté pour la biotechnologie. Ils deviennent de plus en plus les maillons d'une chaîne agro-industrielle, leur autonomie économique disparaît, et cela ne se passe évidemment pas sans conséquences sociales, et même culturelles. Leur expérience avec Monsanto, qui aurait voulu introduire le gène « terminator », a rendu furieux les paysans indiens et les a poussés à protester massivement. Ce gène supprimerait la fertilité des plantes, de telle manière que les paysans devraient chaque fois acheter de nouvelles semences. Monsanto a bien expliqué qu'il y renonçait, mais les paysans savent parfaitement que de telles multinationales ne recherchent que leurs propres intérêts et ils sont très attentifs à la manière dont les OGM sont importés. De nombreux paysans sont même carrément opposés à ces OGM.

Pour conclure cette série d'exemples sur les côtés tranchants de la globalisation, donnons la parole à un représentant du pays qui nous accueille, le professeur brésilien Fabio Konder Comparatto. Il tire à boulets rouges sur la décision de créer une zone américaine de libre échange entre l'Alaska et la Terre de Feu. « En Amérique Latine, nous dépendons des Etats-Unis, c'est évident. Et les Etats-Unis nous ont forcés de négocier (ainsi que d'autres pays d'Amérique du Sud) pour la création d'une zone de libre échange sur la totalité du continent américain. Cela engagera l'avenir de plusieurs générations de Brésiliens. A votre avis, est-ce une décision qui peut être prise par le gouvernement brésilien ? Ne trouvez-vous pas que les Brésiliens doivent pouvoir s'exprimer directement à ce sujet ? »

La globalisation provoque donc un immense déficit démocratique. Et c'est également le cas pour la privatisation des entreprises, dit Comparatto, qui est un partisan convaincu d'une démocratie plus directe lorsqu'il s'agit de décisions qui engagent fondamentalement la société. « Ici au Brésil, nous avons conclu des accords ruineux avec le FMI sans les soumettre au Parlement. Alors qu'en fait, ces grandes décisions économiques doivent être prises par le peuple. Mais a-t-on demandé aux Brésiliens si l'on pouvait privatiser les entreprises et les industries publiques ? Maintenant, toutes les entreprises publiques des secteurs de base comme les télécommunications et l'énergie sont privatisées sans qu'on consulte le peuple brésilien. La plus grande entreprise minière du monde qui possède la carte géologique du pays est privatisée sans consultation des Brésiliens. Vous voyez ainsi les rapports entre la manière dont fonctionne le monde international et le manque de démocratie nationale ».

### *Des récits aux explications*

Nous comprenons ainsi que la globalisation touche à de nombreux domaines, qu'elle s'exerce sur plusieurs terrains, que ses effets sont financiers, économiques, sociaux, écologiques, politiques, culturels...

Les récits sur la vie globale qui précèdent possèdent déjà une part d'analyse, allons maintenant plus loin avec les participantes de ce premier Forum Social Mondial. Quelle est leur analyse de l'évolution du monde ?

Shalmali Guttal est Indienne et vit en Thaïlande. Elle travaille pour l'organisation « Focus on the Global South ». Nous avons une longue conversation avec elle sur l'herbe de l'agréable campus de l'université catholique de Porto Alegre, un peu à l'écart de l'agitation du Forum Social Mondial qui s'est installé ici. Elle nous déclare : « La globalisation que nous connaissons aujourd'hui force toutes les économies régionales et locales à se retrouver dans un grand marché unique. Les gens ne sont plus libres de choisir quels aliments ils cultivent, quels vêtements ils veulent porter, comment produire d'autres objets usuels. Il n'y a plus de place pour ces différences humaines, pour la diversité. Ils peuvent même de moins en moins décider des connaissances et des aptitudes qu'ils estiment importantes. Comment en arrive-t-on là ? Quelles sont les forces qui sous-tendent cette homogénéisation ? Je vois une poignée d'entreprises et quelques pays liés à ces intérêts industriels devenir de plus en plus puissants. Ils acquièrent de plus en plus de propriétés et d'entreprises, ils contrôlent de mieux en mieux l'agriculture, le commerce, même les médicaments, l'eau, la terre, soit tout ce qui est indispensable à la vie des gens. D'un point de vue éthique et politique, une puissance aussi concentrée est inacceptable à mes yeux ».

Aminata Traoré est l'ancien ministre de la Culture du Mali (Afrique occidentale). A Porto Alegre, elle a suscité beaucoup d'intérêt avec des propos limpides : « Cette globalisation est une nouvelle forme de dictature. Ceux qui soutiennent la libre circulation des capitaux, des biens et des services ont fixé les règles de ce jeu mondial sur base de leurs actuelles possibilités technologiques et décidé que tout le monde doit les respecter. Mais ils ont agi sans demander aux citoyens du monde ce qu'ils en pensent. Et aujourd'hui, ce ne sont pas seulement les peuples du tiers monde qui sont soumis à cette valse contraignante. Nous subissons tous la même situation antidémocratique. Il n'y a pas de concertation sur les changements fondamentaux qui bouleversent notre planète. C'est une violation de nos droits les plus élémentaires. Il n'y a pas de démocratie quand, à Davos, une poignée d'institutions et de personnes riches et puissantes imposent leurs décisions au reste du monde. Cela, nous ne le voulons plus ».

Cette inégale répartition du pouvoir est également ce que souligne le Brésilien Joao Pedro Stedile, l'un des animateurs du mouvement des paysans sans terre qui participe à la coordination du Forum Social Mondial. A Porto Alegre, c'est l'une des figures les plus en vue, il est toujours entouré de journalistes, sans doute aussi parce qu'il joue ici un match à domicile. Il nous faut attendre le dernier jour pour avoir un entretien avec lui, dans un mélange d'espagnol et de portugais auquel recourent souvent les Brésiliens du sud.

« Les pays les plus riches réunis dans le G-7 décident bien plus le cours du monde que l'ensemble des institutions internationales. Et ce G-7 travaille dans l'intérêt des entreprises internationales et du capital international qui maîtrisent le gros du bien-être produit. La cupidité et la spéculation n'ont jamais été aussi grandes. Et pendant ce temps, personne ne se soucie encore des grandes missions humaines. Qui veut vraiment résoudre le problème de la faim dans le monde ? Les problèmes de santé ? Le chômage ? L'inégalité croissante et la concentration des biens ? La manipulation de l'information ? L'exclusion sociale des Africains ? »

Aminata Traoré admet facilement que les choses vont mal pour l'Afrique. Mais elle n'en voit pas spécialement les causes dans cette partie du monde et elle nous initie davantage aux secrets de la globalisation : « En ce qui concerne mon propre continent, il est vrai que l'Afrique a de mauvais dirigeants, c'est la saignée continue de nos ressources qui est à la base de nos malheurs. Car la seule chose que ces dirigeants puissent faire, c'est de mettre en œuvre les réformes économiques qu'exigent le FMI, la Banque Mondiale et l'Europe. Ils sont jugés à Bruxelles et Washington et ils commencent donc par trahir leur population. Ils doivent restructurer et revoir les lois d'investissement, afin d'ouvrir nos pays aux rapaces. Car on continuera à payer aux Africains des salaires de misère, détruire notre environnement, emporter les bénéfices et nous n'aurons que nos yeux pour pleurer. Ce qu'ils doivent faire, c'est obtenir la remise de notre dette extérieure et ne pas venir nous raconter que allons gaspiller de nouveaux emprunts. Qu'on laisse aux Africains la gestion prudente des moyens. Car quand on dit : vous êtes corrompu, qui a installé la corruption ? Et qui paie l'addition aujourd'hui ? Les petits enfants, les innocents, les femmes des campagnes et les anciens étudiants qui ne demandent que du travail paient aujourd'hui les erreurs des technocrates et des financiers insensibles ».

C'est tout à fait vrai, mais il faut faire remarquer qu'elle passe vite sur ces mauvais dirigeants africains. Comme partout, les pays africains ne pourront résoudre leurs problèmes que quand leurs dirigeants seront une partie de la solution et plus du problème.

Le syndicaliste argentin Eduardo Estevez travaille pour la Fédération Mondiale du Travail dont la Confédération des Syndicats Chrétiens belge (CSC) et la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens française (CFTC) font également partie. Il insiste sur le mécanisme d'inégalité croissante qui s'est greffé sur la globalisation : « La globalisation touche les nouvelles technologies, le progrès des télécommunications, l'Internet. Il y a là de nombreux aspects positifs. Mais il est regrettable que le néolibéralisme ait donné une caractéristique propre à cette globalisation. La production augmente effectivement et la productivité encore plus, on produit donc avec moins de travailleurs, des emplois disparaissent et les chômeurs se multiplient. Cela donne une accumulation de richesses pour un petit groupes de personnes et provoque une dualisation de la société. Le néolibéralisme ignore des valeurs telles que la justice sociale, le bien-être général ou la solidarité internationale. Ses objectifs sont le libre marché, la concurrence et la libre circulation des biens et des services ».

Les étudiants et d'autres jeunes de Porto Alegre prennent part à la discussion sur la globalisation et ce qu'on peut faire pour remédier à ses lacunes. Le Brésilien Pedro Ferrari a sa petite idée : « La globalisation est une phase plus bestiale du capitalisme qui se développe de plus en plus vite. Elle accentue l'écart entre les riches et les pauvres. On prétend que la globalisation est bonne et qu'elle rassemble les hommes. Mais ce n'est vrai que pour ceux qui ont de l'argent, les riches et les puissants. La globalisation n'est faite que pour eux. Les pauvres meurent, les médias ne le voient pas, personne ne fait attention à eux. Tout le monde se comporte comme s'ils n'existaient pas ».

Georgia Nogueira de Souza Batu, qui étudie les problèmes environnementaux à Sao Paulo, enchaîne avec une analyse très tranchée : « Cette globalisation ne va pas de pair avec la démocratie, elles ne vont pas bien ensemble. A mes yeux, la démocratie est réellement la meilleure manière d'organiser la vie de tous les hommes. Je suis donc contre cette globalisation et contre le capitalisme qui la soutient ».

Bernard Cassen est président d'ATTAC France, l'organisation qui défend surtout la taxe Tobin, une taxe sur les opérations financières internationales. Il est directeur du Monde Diplomatique et l'un des initiateurs du premier Forum Social Mondial. Nous le rencontrons dans le cadre d'une double interview à laquelle participe également cet autre opposant à la globalisation actuelle, Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du Monde Diplomatique. Les intellectuels français manient une langue qui les fait régulièrement osciller à la limite de l'accessibilité. Cette fois-ci, le message passe mieux, mais il faut quand même s'accrocher.

Cassen commence par dire ce que la globalisation n'est pas : « La globalisation est tout sauf l'internationalisme, c'en est même la négation. La globalisation libérale que nous connaissons est un pur mécanisme financier, la possibilité pour le capital financier de se reproduire au maximum, intelligemment assistée par la technologie informatique. Comme le dit Pierre Bourdieu (le sociologue français qui ne craint pas les prises de position politique publique), ce mécanisme veut démanteler toutes les collectivités organisées, qu'il s'agisse de nations ou de groupes régionaux ou encore de groupes au sein des états, et ramener la société à des individus. C'est le grand mensonge de Margaret Thatcher (Premier ministre britannique de 1979 à 1990) lorsqu'elle a dit : « La société, je ne sais pas ce que cela veut dire, je ne connais que des individus ».

Et de l'économie à la politique, il n'y a qu'un petit pas pour les vrais penseurs, ainsi que le montre Cassen en termes imagés : « Qu'il s'agisse de la dette du tiers monde, de l'existence des paradis fiscaux ou d'autres thèmes économiques, en dernière instance, cela revient à dire que la politique s'est amputée et a donné tout le pouvoir au monde financier. Celui-ci n'a même pas dû prendre le pouvoir ou effectuer un coup d'état, cela s'est produit par la voie légale, c'est la politique qui s'est coupé un doigt, un bras et même la tête dont il ne reste pas grand-chose ».

Ensuite, le rédacteur en chef du Monde Diplomatique intervient : « Le pouvoir économique et financier, dont Bernard a expliqué le fonctionnement, forme le système nerveux de la dynamique de la globalisation. A côté, on trouve, si vous voulez, l'appareil idéologique de la globalisation. Ce sont les médias. Qui distille la doctrine ? Qui nous serine les idées dans lesquelles nous devons croire ? Car on doit croire et on croira ! Dans l'ensemble, ce sont les médias. Qui crée le climat idéologique où sont examinées les idées sur la globalisation, et reprises comme allant presque de soi ? Il paraît anormal de ne pas croire en ces idées. Mais attention, quand on parle du pouvoir des médias, on fait exactement comme si ces médias étaient autonomes dans leur rapport avec le pouvoir économique-financier, mais cette autonomie est nulle ».

Nous aurons encore l'occasion d'examiner le rôle des médias. Pour le moment, il suffit de les avoir épinglées.

Avec le belgo-italien toujours affable – à moins qu'il ne soit italo-belge – Riccardo Petrella, plus connu pour son livre « Les limites de la concurrence », nous plongeons plus profondément dans les problèmes suscités par la globalisation. Il en voit deux : « La globalisation se traduit dans l'appropriation privée croissante de toutes les ressources matérielles de la planète. Ce processus se déroule par la libéralisation de tout le trafic commercial et surtout du capital. On procède à la dérégulation, c'est-à-dire la suppression de nombreuses réglementations et donc le recul du rôle de l'état. La privatisation de grandes parties de l'économie intervient également. Ces derniers temps, on assiste aussi à la privatisation des droits intellectuels. On autorise ainsi l'appropriation privée de tout ce qui vit,

des micro-organismes, des plantes et des semences. De récentes décisions prises en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis autorisent même la propriété privée de gènes humains. Cette privatisation touche aussi les droits intellectuels sur les logiciels. Nous voyons à quel point le monde est usurpé sous forme de marchandise et contrôlé par des intérêts et des personnes privés. Tout, réellement tout, la vie humaine, moi, vous, notre corps, les plantes, la connaissance, tout est devenu marchandise. Cette prise de possession par le capital privé est le premier grand problème de l'actuelle globalisation. On ne peut pas tout privatiser. La vie humaine et la vie des plantes ne sont pas des marchandises ».

Petrella vise alors tout de suite le mobile de ce développement et aborde la question écologique : « Ce qui dérange surtout, c'est qu'on base le pouvoir de s'approprier les choses sur la logique à court terme des détenteurs de capitaux, c'est-à-dire la rentabilité de leur capital. Mais cette appropriation privée de la terre signifie donc que la planète et l'environnement – malgré tous les exposés et la rhétorique sur le développement durable – ne font que s'abîmer davantage. En dépit de la conférence de 1992 sur l'environnement et le développement, à Rio de Janeiro et l'invention du mot « durable » en 1988, tous les indicateurs et les rapports montrent que le facteur écologique ne fait que décliner. Pourquoi persiste-t-il dans cette orientation ? Parce qu'on accepte que la logique des gains à court terme s'impose au monde. Cette domination est notre premier problème ».

Avant de revenir à notre moulin à parole Petrella, examinons encore un peu l'aspect écologique avec Karin Nansen de « Friends of the Earth ». Elle voit également des intérêts industriels à l'origine du mouvement : « Selon nous, la globalisation néolibérale est un système essentiellement contrôlé par le monde industriel, à commencer par les entreprises multinationales. Elles agissent en fonction de leurs intérêts et ceux-ci sont très différents des nôtres. Pour elles, il s'agit de faire les plus gros bénéfices possibles dans les temps les plus brefs sans tenir compte des richesses naturelles ou des gens. Cette globalisation néolibérale est à nos yeux une globalisation qui suscite par dessus le marché l'exclusion de la plupart des êtres humains et non une globalisation d'insertion où chacun compte. Cette globalisation est aussi celle de la destruction des écosystèmes. Il ne s'agit pas seulement des richesses naturelles, comme certains le pensent, mais réellement des moyens d'existence et des artères, des cultures et des vies de nombreuses personnes et communautés, surtout dans les pays du sud ».

Donc, pour résumer, l'exclusion sociale et la destruction écologique constituent les effets négatifs de la globalisation néolibérale qui est essentiellement promue par les multinationales.

Maintenant, Ricardo Petrella peut exposer son deuxième problème : « Comme conséquence de la privatisation qui fait boule de neige et à laquelle rien n'échappe, je ne vois apparaître nulle part des structures de gestion politiques et démocratiques qui règlent notre vie commune. Et plus on parle de la globalisation de l'économie, du commerce, des flux financiers, de la culture et des modes de vie, moins on se soucie d'organiser politiquement cela au plan mondial. Pourquoi ? Parce qu'il y a un lien avec le premier problème. La politique est privatisée. Il est vrai que les états-nations et la politique sont influents, que l'état est encore présent dans de nombreux pays... mais spirituellement, la politique n'y est plus, car on a cédé l'esprit à d'autres. La logique de la prise de décision n'appartient plus au domaine public, elle appartient au privé. Car on a donné à des entrepreneurs particuliers le pouvoir de décision sur l'attribution des moyens de production disponibles et sur la redistribution de la richesse produite – et par conséquent sur l'attribution des ressources. Le deuxième grand problème est donc qu'on a donné à ces entreprises un pouvoir immense alors

qu'au niveau global, où le secteur privé est bien organisé, il n'existe pas d'organes politiques démocratiques ni de règles ».

Comme Petrella poursuit son raisonnement, nous sommes confrontés à une opposition intéressante. Alors que de nombreuses actions et manifestations du mouvement antiglobalisation se concentrent justement sur la toute puissance du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), Petrella n'est pas le seul à avoir une opinion toute différente : « Au contraire, on a donné à des organisations comme l'OMC, qui est en fait une sorte d'organisation privée, au FMI et à la Banque Mondiale des compétences qui ne sont pas vraiment énormes comparées au pouvoir des grands conglomérats industriels et financiers. Le deuxième grand problème de l'actuelle globalisation est l'organisation d'une « res publica » mondiale, de la démocratie au niveau politique mondial ».

Un bon entendeur a déjà compris que la simple disparition du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC ne nous rapproche pas d'une telle organisation de l'intérêt général mondial. Nous savons que la vie économique et financière s'organise de plus en plus au niveau mondial. On ne rend donc pas service à la démocratie lorsque la politique désarme et renonce à des instruments de politique mondiale qui peuvent éventuellement contrebalancer les entreprises économiques et financières mondiales. S'il y a déjà un problème avec le FMI et la Banque Mondiale, ce n'est pas qu'elles existent, au contraire, mais bien qu'elles défendent et appliquent une mauvaise politique et qu'il manque quelque chose à leur valeur démocratique. Nous reviendrons plus loin sur la question de la démocratie mondiale lorsque nous aborderons l'exercice du pouvoir politique.

Fabio Konder Comparatto formule une critique à sa manière tranchante : « Le grand problème actuel du monde est que nous avons accepté l'éthique capitaliste et pas seulement le système économique. L'éthique capitaliste signifie la sujétion des hommes aux biens ou, si vous voulez, la transformation des hommes en marchandises ».

François Houtart, qui travaille à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve, est un homme qui réfléchit depuis des dizaines d'années à un autre monde qu'il tente de promouvoir. Il considère la globalisation comme la partie d'un processus par lequel l'accumulation de capital dans le monde va se présenter autrement. Le fait que les différentes étapes de la production et de la distribution sont intégrées au niveau mondial est très important. Cette globalisation aboutit à une gigantesque concentration du pouvoir économique et à une bulle financière qui ne cesse de grossir.

Voici ce que dit Houtart à propos de ce processus, appelé par les antiglobalistes le consensus de Washington : « Il s'agit d'augmenter la part du capital privé dans la richesse produite au détriment du travail et des pouvoirs publics. Le capital mène un combat contre ces autres ayants droit à la prospérité, avec les conséquences sociales qu'on connaît bien : des millions de personnes se retrouvent dans la misère, même dans une misère extrême. L'un des principes idéologiques de ce système économique capitaliste consiste à faire croire aux gens qu'il n'y a pas d'autres solutions et que le marché est le cœur réel de la société. Ce qu'on ne reconnaît en aucun cas, c'est que, dans ce système, le marché crée un rapport social qui produit l'inégalité, surtout dans le rapport entre travail et capital ».

Naomi Klein, l'auteur du célèbre livre « No Logo », se trouve également à Porto Alegre. Nous la rencontrons par hasard dans les environs du centre de presse et elle se déclare tout de suite

prête à discuter. Elle reviendra à plusieurs reprises dans notre récit, mais laissons la déjà expliquer pourquoi elle n'utilise pas le mot « globalisation ».

« Pour moi, la globalisation est un mot creux. Littéralement, il veut dire « intégration entre nations ». On peut également parler d'internationalisme. Je suis très favorable à l'internationalisme. Je ne me considère donc pas comme quelqu'un qui s'oppose à la globalisation, je n'utilise pas ce mot ».

Mais Klein n'est pas devenue comme ça l'auteur préféré d'une grande partie du mouvement antiglobalisation. L'explication de ce phénomène ne tarde pas : « Je suis contre le pouvoir des grandes entreprises. Ce que je pense réellement, c'est que la globalisation ne concerne pas spécialement le commerce mondial, car le commerce n'est pas bon ou mauvais en soi, cela dépend de la situation. Il s'agit de ce qu'on impose à des pays du monde entier pour qu'ils puissent devenir des partenaires commerciaux désirés et efficaces, pour attirer les investissements, pour être un acteur sur la scène mondiale. En premier lieu, on leur fait croire qu'ils doivent privatiser sans limite leurs ressources. Ensuite, ils doivent déréguler au maximum. Bien entendu, ils doivent aussi favoriser et attirer les investissements. Autre « bonne » idée : réduire les impôts, car les entreprises veulent que l'environnement de leurs investissements soit le plus libre possible. Telle est donc la doctrine économique néolibérale et c'est pourquoi je m'y oppose parce que je suis en faveur de la souveraineté économique et de la démocratie économique. Et à mon avis, c'est sur ce point que le Forum Social Mondial devrait se prononcer ».

Quant à la priorité des économies de marché domestiques, qu'on se reporte à la partie de cet ouvrage consacrée à la création de prospérité, dans le chapitre sur la production de biens et de services.

Dans le concert des voix antiglobalistes, celle du Philippin Walden Bello, le directeur de l'organisation « Focus on the Global South », basée en Thaïlande, est l'une des plus écoutées. Son analyse est assez semblable à celle de Naomi Klein mais se sert en premier lieu du concept de globalisation sans oublier de le définir : « La globalisation est un processus selon lequel les différentes économies nationales sont intégrées dans un système global. Cette intégration des systèmes de production et du commerce ôtent toute leur signification aux frontières nationales. Je trouve cette tendance très perturbante, car les frontières peuvent protéger dans une certaine mesure ces économies nationales des caprices de l'économie globale et des effets négatifs de la répartition des revenus d'une économie globale qui est soutenue par des multinationales. Les frontières qui offrent une protection contre les conséquences négatives d'une économie globalisée, ces frontières disparaissent. Pour moi, il est évident que ce processus est principalement stimulé par les besoins des entreprises multinationales. Cela va très loin aujourd'hui. Les gens doivent réaliser que la globalisation suscite de la dépendance et une perte de la souveraineté nationale, de la maîtrise des décisions par la communauté nationale, et donc une perte de démocratie ».

Pour être tout à fait clair : la démocratie rétrograde au fur et à mesure que la globalisation transfère beaucoup de pouvoir de décision au niveau mondial et que la politique néglige de s'organiser mondialement. Les grands acteurs de l'économie, essentiellement les multinationales, ont alors libre jeu. Les états nationaux sont d'ailleurs trop petits pour elles, et les institutions démocratiques mondiales capables de leur imposer leurs normes, de les contrôler et les pénaliser le cas échéant n'existent pas.

D'autres intervenants soulignent la perte de démocratie. Naomi Klein l'exprime ainsi : « Ce que la globalisation a signifié dans la pratique, c'est que la démocratie représentative a reculé jusqu'au point où nous en sommes. Nous déléguons de plus en plus le contrôle démocratique et la responsabilité. Cela commence par une délégation de pouvoirs à nos administrations communales, « vous nous administrez », mais au moins nous savons qui ils sont et ils sont proches de nous. Puis nous déléguons à l'état fédéré ou la province, et ensuite au niveau national. Les gens pour qui nous votons tous les quatre ans parce qu'ils se sont prononcés en faveur des valeurs familiales ou des valeurs similaires disent alors qu'ils ont le pouvoir de transférer le contrôle de nos pays à des institutions lointaines et pas spécialement transparentes comme l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI. C'est en fait l'échec de la démocratie représentative parce qu'elle se retire de plus en plus des lieux où nous vivons ».

Comme nous en revenons à la composante politique de la globalisation, il est intéressant d'écouter ce que dit Walden Bello à ce sujet : « Le plus important est naturellement la globalisation de l'économie, mais cela va de pair avec une certaine globalisation des structures politiques. Car la globalisation n'est pas seulement favorisée par les entreprises multinationales, elle l'est également par les Etats-Unis. On voit bien que des points de vue économique, politique et militaire, les principaux bénéficiaires de la globalisation sont les institutions américaines ».

Un mot sur la globalisation militaire. On en parle fort peu à Porto Alegre, notamment parce que les mouvements pacifistes sont pour la plupart absents. Mais c'est tout de même étrange et cela reste une lacune. Christoph Kraemer de la section allemande de l'Internationale des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nucléaire exprime son étonnement et les raisons de cet étonnement : « Ici, la guerre n'est qu'une sous-thème de « Pouvoir politique et éthique d'une nouvelle société ». Il y a un groupe de travail sur le traitement des conflits et le développement de la paix. Mais la guerre, et la guerre comme problème – n'oublions pas que nous avons mené une guerre avec l'OTAN en 1999 -, il faut aussi en discuter. L'OTAN n'est pas quelque chose de marginal. Dans le néolibéralisme, les intérêts économiques sont au centre des préoccupations. La gigantesque alliance militaire s'impose très formellement de défendre les intérêts économiques. Ces choses vont de pair. Ceux qui se préoccupent ici de néolibéralisme et de questions économiques doivent en être conscients ».

Ils le devraient effectivement, mais la réalité est différente. Les aspects militaires de la globalisation constituent une tache aveugle dans ce forum. La seule exception est la Colombie, peut-être le pays le plus violent du monde, un pays où la guerre civile sévit depuis plus d'un demi-siècle. Et surtout un pays où l'implication politique et militaire des Etats-Unis est très importante.

Ce qui domine chez beaucoup de participants, c'est la suspicion par rapport à un modèle unique, l'aversion pour la pensée unique qui caractérise le néolibéralisme et la globalisation. Klein l'exprime en ces termes : « L'échec du libre commerce et de la globalisation est due à l'arrogance du modèle, un système parfait qu'on pourrait exporter dans toutes les communautés de la terre et qui conviendrait à tout le monde ».

Et Shalmali Guttal précise : « Le monde est beaucoup trop régi par une pensée économique étroite. Cela aliène les gens de leurs connaissances et leurs aptitudes. Ils oublient de penser par eux-mêmes et de décider comment organiser leurs sociétés. Il y a cette hypothèse non contredite selon laquelle l'économie va tout résoudre. Mais elle ne résout pas tout. Au cours

des 50 dernières années, elle n'a pas résolu l'écart croissant des revenus, l'inégalité grandissante ».

Puis Naomi Klein démasque d'une autre manière cette globalisation en se référant au protocole de Kyoto qui n'a été ratifié qu'en 2001 : « Quand il s'agit vraiment de problèmes qui doivent faire l'objet d'une approche internationale, comme l'effet de serre, on voit que la globalisation est une tromperie. Le seul point sur lequel nos gouvernements ont réussi à se mettre d'accord fut le plus petit effort commun possible ou la réglementation la plus réduite. Et quand ils essaient d'augmenter les normes et de réaliser des progrès, cela échoue. C'est pourquoi je pense que nous n'avons pas du tout de globalisation ».

En réalité, c'est une autre façon de dire que la globalisation économique-financière n'a pas encore de contre-pouvoir politique adéquat. Nous manquons d'institutions démocratiques mondiales et nous souffrons d'un manque aigu de globalisation politique ou démocratique.

### *Qu'est donc la globalisation ? Essai de conclusion*

Aussi diverse que soit la contribution relative à l'actuelle globalisation, je veux tenter une conclusion sur ce qu'il arrive à notre monde. Et pour ce, je veux utiliser les différentes caractéristiques et les aspects distinctifs de la globalisation pour développer ses principes essentiels. La globalisation est technologique, financière, économique, sociale, écologique, politique, militaire, culturelle, idéologique et philosophique. Nous y retrouvons quatre principes centraux. Il y a la privatisation de grandes parties de l'économie et l'appropriation privée croissante de toutes les ressources matérielles. Il y a la libéralisation ou la libération de tout le trafic commercial et surtout de la circulation des capitaux. Il y a la dérégulation ou la suppression de nombreuses réglementations. Et enfin, il y a la pensée des profits à court terme.

Pour commencer, la globalisation est technologique. Nous ne devons pas perdre de vue que nous vivons la troisième révolution industrielle, caractérisée et soutenue par la révolution informatique. Cette révolution est telle que, dans une large mesure, les activités financières et économiques se font à plus grande échelle et même à l'échelle mondiale.

La globalisation est naturellement financière. Les marchés financiers travaillent à l'échelle mondiale, sur tous les fuseaux horaires. Avec la révolution informatique, la libération ou la libéralisation des marchés des capitaux veille à ce qu'ils soient beaucoup plus internationaux qu'auparavant et qu'ils aient libre jeu. Associée à la chasse aux profits – les plus rapides possibles -, cette libéralisation donne au capital financier la possibilité de se reproduire au maximum. Le capital international peut ainsi se rendre maître d'une grande partie de la prospérité produite. Mais l'actuel capitalisme financier a poussé son développement encore plus loin : une bonne part de ses profits ne vient pas de la production de biens et services réels, mais de la spéculation financière. La spéculation financière n'a jamais été aussi répandue qu'aujourd'hui.

La globalisation est déjà en soi économique. La libéralisation et la dérégulation démontent les frontières protectrices qui entourent les économies nationales, régionales ou locales. Elle se voit ainsi peu à peu forcées de s'intégrer dans un marché unique mondial. Les principes de la privatisation et des profits rapides transforment quasiment tout en marchandises. La production et la négociation de biens et de services sur ce marché unique mondial suscitent une accumulation encore plus grande de richesses. La concentration de pouvoirs économiques

ne fait qu'augmenter et culmine dans la toute puissance des entreprises multinationales qui sont devenues la force motrice de la globalisation. Vision macroscopique, centralisation, homogénéisation et approche technocratique – qu'on songe aux barrages géants – caractérisent l'économie encore plus qu'auparavant. Entre-temps, l'hégémonie économique des Etats-Unis se poursuit sans discontinuer, même sans véritable challenger pour le moment.

Le revers de ces phénomènes, surtout de cette concentration de pouvoir économique, est la perte de diversité économique dans le monde et d'autonomie économique des communautés, des pays et de régions entières. Ceux-ci perdent même souvent le contrôle de leurs moyens d'existence les plus essentiels.

La globalisation est sociale. Au niveau social, le phénomène de dérégulation se manifeste également, par exemple dans le secteur de la législation du travail. Des normes acceptées au niveau international existent depuis longtemps, mais leur respect et leur caractère contraignant n'arrivent pas à la cheville de l'aisance avec laquelle la globalisation économico-financière s'intensifie. L'économie globale ne méconnaît pas seulement le travail, elle supprime également beaucoup de travail. Au niveau social, la privatisation et la libéralisation des soins de santé et de l'enseignement sont aussi de la partie, ou celles des fonds de pension et des assurances médicales, de sorte que ces services échappent aux mains de groupes de plus en plus nombreux. En d'autres mots, d'énormes processus d'exclusion sociale se développent qui provoquent une dualisation de plus en plus forte au sein des sociétés locales et nationales comme de la société mondiale. L'écart ou la tension des revenus, entre pays riches et pays pauvres comme à l'intérieur de ces pays, atteint des sommets inédits. Il s'ensuit inévitablement des vagues migratoires globales. Plus généralement, cette globalisation contribue à des violations de plus en plus fréquentes de divers droits de l'homme individuels et collectifs, et sûrement des droits des peuples indigènes et des groupes sociaux les plus faibles.

Il y a plus. Cette globalisation contribue également au démantèlement de la société civile, de diverses collectivités organisées au sein de la société, des syndicats aux communautés villageoises. Elle affecte donc les structures sociales.

La globalisation est écologique. La dérégulation de la législation environnementale, le libre commerce de toutes sortes de produits agricoles et la privatisation de ressources naturelles – souvent de précieux écosystèmes – mènent trop souvent à la destruction écologique. La poursuite de profits immédiats dans la commercialisation de ressources naturelles sans tenir compte de la durabilité provoquent des pertes écologiques. Nous avons donc affaire à une globalisation qui détruit nos écosystèmes, elle dévore notre capital naturel et donc les chances de prospérité des générations futures. C'est surtout dans les pays du sud que les richesses naturelles sont la base de l'existence et forment même la culture de nombreuses communautés. La globalisation y signifie la destruction de ces modes de vie et de ces cultures. De plus, il ne faut pas oublier que certains problèmes écologiques comme l'effet de serre, le trou dans la couche d'ozone, mais aussi l'érosion et la surexploitation des zones de pêche ont aujourd'hui un caractère global.

La globalisation est politique. Elle cause des glissements de pouvoir en faveur du monde économique et financier, pas seulement au détriment de la société civile mais aussi de la politique. La dépendance économique grandissante suscite une perte de souveraineté nationale et un affaiblissement de la démocratie : les gens ont de moins en moins de prise sur leur vie et leur société. La politique paie aussi le tribut de sa « politique » de dérégulation qui équivaut

en fait à un retrait du rôle de l'Etat. La répartition des moyens de production et de la prospérité est abandonnée au marché. Si les marchés financiers peuvent se comporter de manière si imprévisible et incontrôlable, c'est parce que les responsables politiques leur ont donné cette liberté au cours des dernières décennies. Ce n'est pas un don de la nature. Selon Cassen, il s'agit d'une automutilation de la politique, personnellement je préfère parler de politique absente. Quoi qu'il en soit, cette absence de la politique est quasi totale au plan mondial. Nos responsables politiques ne se soucient pas d'une organisation démocratique de l'intérêt général mondial. Donc, le monde doit provisoirement vivre sans les biens publics internationaux indispensables que sont un pouvoir de police permanent des Nations Unies ou une autorité qui jugule l'effet de serre. Pourtant, de nombreux états nationaux ont jadis prouvé leur efficacité parce qu'ils avaient su acquérir les biens publics nécessaires.

La globalisation est militaire. Le monde bipolaire dominant de la guerre froide a dû céder la place à une nouvelle hégémonie militaire des Etats-Unis. Il n'y a plus qu'une superpuissance militaire. Après la disparition du Pacte de Varsovie, il ne reste qu'une grande alliance militaire. Dans la mesure où ce sont surtout les Etats-Unis et l'OTAN qui se donnent comme tâche d'assurer – par des moyens militaires, s'il le faut – l'accès aux matières premières et/ou aux marchés à l'exportation, la globalisation est également militaire. Dans la mesure où des décisions militaires, comme celle de construire un bouclier antimissiles dans l'espace, ont des conséquences pour le monde entier, on peut également parler de globalisation militaire.

La globalisation est culturelle. Nous avons déjà vu comment la globalisation économique et écologique entraîne la destruction des modes de vie et des cultures de nombreuses communautés. Les principes de la globalisation ont aussi des prolongements dans la vie culturelle, la science, l'enseignement et s'y révèlent même dominants. Les médias se retrouvent dans de grands groupes internationaux dont les propriétaires sont souvent des entreprises multinationales, les acteurs en chef de la globalisation. De plus en plus, les médias remplissent la fonction d'appareils idéologiques de la globalisation.

La globalisation est idéologique. La globalisation que nous connaissons est une idéologie dont les principes de privatisation, de libéralisation, de dérégulation et de recherche de profits à court terme devraient régler la vie sociale dans presque tous ses aspects. Cette pensée unique, ce modèle unique, devrait pouvoir répondre aux besoins multiples de la vie humaine et de nombreuses communautés de vie. Mais c'est une illusion et cela témoigne d'une arrogance exacerbée. En fait, c'est le prolongement du sentiment de supériorité qui caractérise le modèle occidental depuis des siècles. C'est pourquoi cette idéologie n'accorde aucune place à des valeurs comme la justice sociale, le bien-être général, la solidarité internationale, la durabilité et la solidarité avec les générations futures.

La globalisation est philosophique. La globalisation néolibérale est pénétrée d'une philosophie où l'homme et la nature sont considérés comme utilitaires. On pourrait arguer que cette philosophie fait référence à la Bible ; de toutes façons, elle est typique de la civilisation occidentale. Pour autant qu'ils soient utilisables par le système économique, l'homme et la nature sont considérés comme des facteurs de production, et l'homme également comme facteur de consommation. Ses principes philosophiques veulent que la nature soit conquise et que l'homme soit intégré dans ce processus.

Nous avons prêté toute l'attention voulue aux interactions et relations entre les divers aspects de la globalisation. Une lumière supplémentaire sur la globalisation permet de constater à maintes reprises que l'équilibre se perd totalement dans deux triangles :

« Economique – social – écologique »

La globalisation qui règne actuellement accorde une priorité quasi totale à l'entreprise et au capital financier. Les profits financiers sont maximalisés et on ne prête pas ou peu d'attention aux coûts sociaux et écologiques de ce système financier et économique.

« Economie – politique – société »

En réalité, l'économie est quasiment la seule aujourd'hui à avoir une dynamique propre de la globalisation. Quel est alors le problème dans ce deuxième triangle ? Les entreprises s'organisent mondialement, les flux financiers font continuellement le tour du monde et les grands problèmes écologiques sont également mondiaux ou dépassent en tout cas le niveau des états distincts. Mais les responsables politiques sont à peine organisés au niveau international ou mondial, quand ils ne le sont pas du tout. Il manque un contrepoids démocratique à la globalisation économique. Et la société civile, cette incroyable richesse de l'organisation humaine dans le milieu de terrain social, est relativement absente au niveau mondial. Il n'y a pas de société civile mondiale. C'est surtout un problème parce que l'expérience des états nationaux nous apprend qu'il n'est guère question de démocratie s'il n'y a pas de collaboration entre trois joueurs plus ou moins équivalents.

Il en résulte un troisième déséquilibre dans le triangle suivant :

« Capital privé – travail – autorités »

La part du capital privé dans la prospérité produite croît au détriment de la part de ceux qui ont un travail et des autorités. Ce processus renforce l'inégale répartition des revenus : directement par le fait qu'une grande part du travail est faiblement rémunérée, indirectement parce que les autorités disposent de moins de moyens pour redistribuer. Cela signifie que des millions de personnes sont poussées dans une misère extrême.

### *A propos de la globalisation, du néolibéralisme, du capitalisme et des structures rompues*

Pour caractériser la forme de globalisation que nous connaissons aujourd'hui, nous parlons de néolibéralisme ou de globalisation néolibérale. Mais pour être honnête, je pense qu'il y a un autre mot qui convient : le capitalisme. A mon avis, du point de vue analytique, c'est la dénomination la plus juste du processus de globalisation qui se déroule depuis près de 500 ans déjà, basé sur le principe du profit et de l'accumulation privée de capital.

Comme bien souvent, on discute de phénomènes qui sont considérés comme nouveaux par de nombreuses personnes et tout de suite affublés d'un nouveau nom. Certains argueront que cette globalisation est quelque chose de tout à fait différent. D'autres objecteront qu'il n'y a vraiment rien de nouveau sous le soleil. Il est rare que la vérité se trouve totalement d'un seul côté.

Il y a une grande continuité dans le processus du capitalisme (ou de la globalisation) qui se joue depuis des siècles. La globalisation n'est donc pas nouvelle au sens où elle succède au capitalisme.

Je vois cependant de grands changements qui montrent qu'avec cette globalisation, nous sommes entrés dans une nouvelle phase du capitalisme. La révolution informatique et la libéralisation des marchés des capitaux ont suscité le développement d'un nouveau capitalisme financier.

Ce qui est également nouveau, c'est l'ordre de grandeur des déficits écologiques de l'actuel capitalisme mondial, qui nous fait courir de grands risques en perçant les seuils de tolérance écologique. On assiste à une érosion du pouvoir croissante et même à un effondrement des états nationaux, surtout dans de nombreux états du sud, décrit de façon très marquante par Basil Davidson dans son livre « L'Afrique et le fléau de l'état-nation », mais aussi en Russie et en Ukraine. Sans oublier l'écart sans précédent des revenus, entre ceux qui possèdent et ceux qui sont exclus, la menace de migrations massives et une violence de plus en plus incontrôlable.

Ce sont surtout ces derniers phénomènes qui peuvent nous indiquer qu'il se passe davantage, que nous sommes peut-être confrontés à de véritables ruptures structurelles à venir. Malgré les faits et les avertissements qui le prouvent, je dois reconnaître que nous sommes ici sur le terrain de la spéculation. Mais s'il s'agit réellement de ruptures structurelles, il y a une réelle possibilité que de graves crises en résultent et que le système capitaliste mondial se dérègle et se décompose. Il se pourrait alors qu'un demi-millénaire après la précédente rupture, nous nous trouvions devant une nouvelle rupture de système. Peut-être sommes-nous déjà dans cette rupture et vivons-nous la fin du système capitaliste mondial. Nos descendants pourront plus facilement le constater.

Dans le cadre de ce livre, nous considérerons toutefois la globalisation et le néolibéralisme comme de nouvelles formes ou phases du capitalisme. C'est d'ailleurs une conception qui fait presque l'unanimité, pas seulement au sein du mouvement antiglobalisation et à Porto Alegre.